

Lexique

Économie droit 2^{de}/1^{re}/T^{le}

A

Accord collectif

Accord entre employeurs et syndicats représentatifs des salariés portant sur un seul sujet.

Acte authentique

Acte écrit rédigé par un officier public (notaire, huissier de justice...) et dont les énonciations ont une force probante absolue.

Acte de commerce

Acte juridique soumis aux règles du droit commercial (achat pour revente).

Acte juridique

Manifestation de la volonté de produire des effets de droit ayant des conséquences juridiques (ex. : testament, contrat).

Acte sous-seing privé

Acte écrit rédigé par un particulier et signé par les parties à l'accord.

Administration publique

Ensemble des unités institutionnelles dont la fonction principale est de produire des services non marchands ou d'effectuer des opérations de redistribution du revenu et des richesses nationales.

Agenda 21

Programme d'actions pour le XXI^e siècle, ensemble de recommandations pour favoriser le développement durable.

Amendement

Modification apportée à un texte de loi, proposée soit par un parlementaire, soit par le ministre compétent.

Arbitrage

Procédure de règlement d'un conflit collectif par l'intermédiaire d'un arbitre choisi conjointement par les parties, avec obligation d'appliquer la solution proposée.

Arrêté

Décision exécutoire, réglementaire ou individuelle, prise par une ou plusieurs autorités de la hiérarchie administrative : ministre (arrêté ministériel), préfet (arrêté préfectoral), maire (arrêté municipal).

Association

Groupement de personnes qui décident de mettre en commun leurs connaissances ou leur activité, sans chercher à réaliser un bénéfice.

Astreinte

Condamnation prononcée par le juge, prévoyant le versement périodique d'une forte indemnité par le débiteur tant qu'il n'a pas rempli son obligation.

Autofinancement

Financement des investissements par des ressources financières internes sans appel à des capitaux extérieurs et/ou à des emprunts.

Avenant

Modification destinée à actualiser un accord ou une convention collective.

B

Bénéfice

Différence entre le prix de vente et le prix de revient.

Bien corporel

Bien ou chose matérialisé physiquement (palpable).

Bien incorporel

Bien ou valeur économique sans existence matérielle : droit d'auteur, brevet, marque, clientèle...

Bilan carbone

Outil de comptabilisation des émissions de gaz à effet de serre permettant à une organisation d'identifier des pistes d'amélioration dans sa stratégie environnementale et de lutte contre le réchauffement climatique.

Brainstorming

Échange spontané et réflexion à plusieurs sur un problème pour trouver une ou des solutions à un problème.

Branche

Ensemble d'unités de production fournissant un même produit ou service.

Branche d'activité

Ensemble d'unités de production fournissant un même type de produit ou de service.

Budget de l'État

Ensemble des comptes décrivant les recettes et les dépenses de l'État pour une année civile.

C

Capacité

Aptitude à bénéficier d'un droit et/ou à l'exercer.

Capital circulant

Biens non durables, consommés, incorporés ou détruits en cours de production (matières premières, énergie...).

Capital fixe

Biens durables non détruits dans le processus de production (machines, ateliers...).

Catégories socioprofessionnelles

Nomenclature utilisée par l'Insee pour regrouper les actifs en ensembles homogènes selon les professions.

Cause du contrat

Raison pour laquelle le contrat est passé.

Cautionnement

Sûreté personnelle par laquelle une personne s'engage à payer à la place du débiteur défaillant.

CDD

Contrat de travail à durée déterminée.

CDI

Contrat de travail à durée indéterminée.

Chambre consulaire

Établissement public d'État qui représente les acteurs du secteur privé (chambre de commerce et d'industrie, chambre des métiers et de l'artisanat, chambre d'agriculture).

Chiffre d'affaires

Somme des ventes de marchandises, de produits fabriqués, des prestations de services et des produits des activités annexes (hors taxes) réalisées par l'entreprise avec les tiers dans l'exercice de son activité.

Chômage

Absence d'emploi pour une personne ou pour une partie de la population qui souhaite travailler.

Clause abusive

Disposition contractuelle qui crée, au détriment du consommateur ou d'un client non professionnel, un déséquilibre significatif entre les droits et les obligations des parties au contrat.

Clause particulière du contrat de travail

Disposition spécifique à un contrat, individualisant ainsi la relation de travail.

Cohabitation

Partage du pouvoir exécutif par un président de la République de droite et un Premier ministre de gauche, ou inversement.

Combinaison productive

Choix fait par le chef d'entreprise d'une certaine quantité de facteur travail et capital pour réaliser sa production.

Comité d'entreprise

Institution représentative du personnel, obligatoire dans les entreprises de plus de 50 salariés, chargée d'assurer l'expression collective des salariés et la prise en compte de leurs intérêts professionnels.

Fusion du comité d'entreprise (CE) avec les délégués du personnel (DP) et le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT), au plus tard en 2020, dans une instance unique, le Comité social et économique (CSE).

Comité social et économique (CSE)

Fusion de l'ensemble des instances représentatives du personnel, délégués du personnel, comité d'entreprise et comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail. Mise en place dans toutes les entreprises concernées le 1^{er} janvier 2020 au plus tard.

Commission mixte paritaire

Réunion de sept députés et de sept sénateurs pour élaborer un texte commun, en cas de désaccord entre l'Assemblée nationale et le Sénat.

Communication interne

Ensemble des actions de communication réalisées au sein d'une entreprise ou d'une organisation à destination du personnel.

Compétence matérielle

Aptitude d'une juridiction à examiner une affaire en fonction de ses attributions, ou de droit commun (toutes les affaires sauf celles attribuées à d'autres).

Compétence territoriale

Aptitude d'une juridiction à examiner une affaire en fonction de sa localisation géographique et de son ressort territorial (territoire couvert).

Compétitivité

Capacité à produire des biens et/ou des services à moindre coût pour faire face à la concurrence et occuper une position forte sur le marché.

Compte personnel d'activité

Plateforme numérique qui regroupe le compte personnel de formation (CPF), le compte d'engagement citoyen (CEC) et le compte pénibilité (CP).

Compte personnel de formation

Dispositif permettant au salarié de cumuler et de disposer de droits à la formation mobilisables tout au long de sa vie active, même en période de chômage.

Concentration d'entreprises

Opération entre deux ou plusieurs entreprises en vue de constituer une firme plus grande dans le but d'accroître leur puissance économique.

Conciliation

Procédure amiable de règlement d'un conflit, sous contrôle d'un conciliateur qui vérifie l'application de la solution proposée.

Concurrence

Situation dans laquelle plusieurs entreprises proposent des biens et services similaires répondant à un même besoin.

Concurrence déloyale

Ensemble des pratiques commerciales, contraires à la loyauté pratiquée dans les affaires, pratiquées par un professionnel et portant préjudice à un autre professionnel.

Confédération

Regroupement de la même organisation syndicale au niveau national.

Conflit collectif du travail

Différend opposant un employeur à un groupe de salariés.

Congé individuel de formation (CIF)

Droit d'absence, accordé sous certaines conditions, qui permet au salarié de suivre, à son initiative et à titre individuel, l'action de formation de son choix.

Congés payés

Congés annuels dont bénéficient tous les salariés dès lors qu'ils remplissent certaines conditions (2,5 jours par mois de travail effectif, soit cinq semaines par an).

Conjoncture

Prévision de l'avenir économique et social à partir d'une observation précise de la situation actuelle.

Consentement

Accord de volonté des parties pour contracter (verbal, écrit ou tacite).

Consommation

Acte économique principal des ménages consistant à utiliser une partie du revenu disponible pour acheter des biens ou des services.

Consommation marchande

Biens ou services achetés sur le marché par les ménages.

Consommation non marchande

Biens ou services gratuits (ou à un prix inférieur à celui du marché) mis à la disposition des ménages par les administrations.

Consommations intermédiaires

Valeur des biens et des services incorporés à un produit ou détruits en cours de production.

Constitution

Loi fondamentale qui définit l'organisation et le fonctionnement des pouvoirs publics et garantit les libertés individuelles.

Constitution du 4 octobre 1958

Texte fondateur de la ^ve République, adopté par référendum le 28 septembre 1958, qui définit et organise les différentes institutions qui composent l'État.

Contrat

Accord de volontés ayant pour conséquence de générer une ou plusieurs obligations juridiques, d'une ou plusieurs personnes envers une ou plusieurs autres.

Contrat aidé

Contrat de travail pour lequel l'employeur bénéficie d'aides (subventions à l'embauche, exonérations de certaines cotisations sociales, d'aides à la formation), remplacé depuis janvier 2018 par le parcours emploi compétences.

Contrat de société

Convention entre plusieurs associés, permettant de créer une société ayant la personnalité morale, dans le but de réaliser un bénéfice.

Contrat de travail

Contrat entre un employeur et un salarié qui s'engage à travailler, moyennant rémunération, pour le compte et sous la direction de cet employeur.

Contrat de travail temporaire

Contrat entre un salarié (également appelé intérimaire) et une entreprise de travail temporaire qui l'embauche, le rémunère et le met à la disposition d'une entreprise utilisatrice pour une durée limitée, dénommée mission. La mission prend fin à la date fixée ou, en cas de terme imprécis, lorsque se réalise l'objet pour lequel il a été conclu (retour du salarié remplacé, fin de la saison...).

Contrat d'intérim

Contrat de mise à disposition d'un salarié dans une entreprise pour une durée déterminée appelée mission.

Contrefaçon

Reproduction, imitation ou utilisation d'une marque, d'un dessin, d'un modèle, d'un brevet, d'un logiciel ou d'un droit d'auteur sans avoir l'autorisation de son créateur.

Convention collective

Accord entre organisations syndicales de salariés et d'employeurs traitant de l'ensemble des conditions d'emploi, de travail et des garanties sociales.

Convention collective étendue

Convention rendue obligatoire par arrêté du ministre du Travail.

Cotisations sociales

Ensemble des versements que les salariés et leurs employeurs effectuent aux administrations de Sécurité sociale et aux régimes privés de protection sociale.

Coût de revient

Ensemble des dépenses liées à la production et à la commercialisation d'un produit.

Coûts fixes

Ensemble des coûts qui ne varient pas en fonction du volume de l'activité (ex. : loyer).

Coûts variables

Ensemble des coûts qui varient selon le niveau d'activité de l'entreprise (ex. : matières premières).

Coutume

Habitude, usage général et répété, non écrit et reconnu comme une source de droit à condition qu'il ne vienne pas à l'encontre d'une loi.

Crédit

Mise à disposition de fonds ou engagement par signature, à titre onéreux.

Crédit-bail

Location avec promesse unilatérale de vente ou avec promesse d'achat.

Crédit d'heures

Heures accordées sur le temps de travail devant permettre aux représentants du personnel d'assurer leur mission.

Croissance

Variation positive de la production de biens et de services dans une économie sur une période donnée, généralement une période longue. En pratique, l'indicateur le plus utilisé pour la mesurer est le produit intérieur brut ou PIB.

Curateur

Personne désignée par le juge des tutelles pour administrer les biens d'un majeur protégé.

D

Débiteur

Personne qui doit remplir l'obligation vis-à-vis du créancier.

Décret

Texte réglementaire signé soit par le président de la République, soit par le Premier ministre.

Défendeur

Personne contre laquelle un procès est intenté (par opposition au demandeur).

Défenseur des droits

Autorité constitutionnelle indépendante qui veille à la protection des droits et des libertés.

Délai de préavis

Délai de prévenance qui doit précéder le départ du salarié de l'entreprise.

Délégation unique

Représentation des salariés au sein d'une seule structure (comité d'entreprise et délégué du personnel), remplacée par le Comité social et économique (CSE) en 2020.

Délégué du personnel

Élu par le personnel dans les entreprises de plus de 10 salariés, le délégué du personnel est chargé de défendre les intérêts des salariés auprès de l'employeur. Fusionné dans le Comité social et économique (CSE) en 2020.

Délégué syndical

Salarié désigné par un syndicat représentatif pour présenter les revendications professionnelles à l'employeur.

Délit

Infraction volontaire commise par une personne susceptible d'être jugée.

Délit civil

Faute intentionnelle qui engage la responsabilité civile d'une personne et qui entraîne un dommage (quasi-délit quand il s'agit d'une faute non-intentionnelle).

Délit pénal

Infraction jugée par les tribunaux correctionnels et punie d'une amende et/ou d'une peine d'emprisonnement.

Demande

Ensemble des consommateurs désirant acquérir un produit.

Demandeur

Personne qui introduit l'action en justice (par opposition au défendeur).

Démarche qualité

Aptitude pour une entreprise à satisfaire ses clients. Objectifs des cinq zéros :

- zéro panne : fiabiliser le processus ;
- zéro délai : supprimer les attentes ;
- zéro défaut : faire bien du premier coup ;
- zéro stock : livrer juste-à-temps ;
- zéro papier : simplifier les procédures d'administration.

Démission

Acte par lequel le salarié met fin à son contrat de travail.

Départage

Si aucune majorité ne se dégage lors d'un jugement, l'affaire est réexaminée lors d'une seconde audience, présidée par le juge d'instance.

Développement

Amélioration des conditions et de la qualité de vie d'une population qui renvoie à la notion de développement humain atteint dans un pays donné. L'IDH (indice de développement humain) mesure cette évolution sur plusieurs aspects fondamentaux tels que la santé, la longévité, l'accès à l'instruction et un niveau de vie décent.

Développement d'un pays

Ensemble des changements et des évolutions d'un pays (démographiques, technologiques, sanitaires, industriels...) permettant l'enrichissement de la population et l'amélioration des conditions de vie.

Développement durable

Concept qui intègre le progrès économique, le progrès social et la préservation de l'environnement.

Dividende

Revenus de la propriété versés aux actionnaires qui ont mis des capitaux à la disposition d'une société.

Domage

Préjudice subi par la victime (peut être moral, matériel ou corporel).

Droit

Ensemble de règles juridiques qui s'imposent à tous. Le droit est présent dans tous les domaines de la vie sociale (publics et privés).

Droit commun

Règles juridiques applicables à toutes situations sans spécificités particulières.

Droit communautaire

Ensemble des règles de droit qui fondent l'Union européenne et qui s'appliquent à tous les États membres.

Droit de propriété

Droit d'user (*usus*), de jouir (*fructus*) et de disposer d'une chose (*abusus*) de manière absolue, dans le respect de la loi et des règlements.

Droit objectif

Ensemble des règles de droit qui régissent la vie en société.

Droits fondamentaux (ou libertés fondamentales)

Ensemble des droits subjectifs primordiaux de l'individu, assurés dans un État de droit et une démocratie, constitués des Droits de l'Homme, des libertés publiques et de nouveaux droits comme les garanties procédurales ou relatifs à l'environnement.

Droit subjectif

Ensemble des prérogatives, avantages ou pouvoirs reconnus par le droit objectif dont peut se prévaloir un sujet de droit.

Droit de rétractation

Possibilité de revenir sur une décision déjà prise.

Durée légale du travail

Référence au temps pendant lequel un salarié peut légalement travailler.

E

Écolabel

Marque officielle de reconnaissance de la qualité écologique des produits.

Émancipation

Fin de l'autorité parentale.

Empreinte écologique

Outil de mesure exprimée en hectares globaux de la pression exercée par l'homme sur la nature.

Enseigne

Représentation figurative de l'entreprise.

Entente

Accord entre plusieurs entreprises dans le but de fausser le jeu de la concurrence.

Entreprise privée

Unité institutionnelle appartenant à des personnes autres que l'État dont le but est de produire et de fournir des biens ou des services.

Environnement économique

Ensemble d'éléments conjoncturels (ex. : crise économique) et structurels (ex. : réglementation nationale).

Épargne

Part du revenu disponible non consommé.

Éviction

Reprise de la chose vendue par le propriétaire légitime.

Exécution d'un jugement

Application des décisions prises par le juge après signification du jugement aux parties.

Exportations

Ventes de biens et de services à l'étranger.

Expropriation

Procédure qui permet à une personne publique (État, collectivités territoriales...) de contraindre un particulier ou une personne morale (entreprise) à céder la propriété de son bien, moyennant le paiement d'une indemnité. Cette procédure contribue notamment à la réalisation d'ouvrages publics (équipements sociaux, réseaux d'assainissement...) et d'aménagements urbains.

F

Facteur technique

Ensemble des biens de production et des équipements qui permettent à l'entreprise de produire des biens ou des services.

Facteur travail

Moyens humains indispensables à l'activité de production de biens ou de services de l'entreprise.

Fait

Événement volontaire ou involontaire qui engendre des conséquences juridiques qui n'ont pas été recherchées par les sujets de droit.

Fédération

Regroupement syndical par branche professionnelle.

Filiale

Société dont plus de 50 % du capital appartient à une autre société (société mère).

Flexibilité

Souplesse de l'organisation et des moyens de production d'une entreprise pour répondre aux fluctuations rapides de la demande et aux évolutions de l'environnement.

Flexibilité du travail

Capacité pour une entreprise à adapter les conditions de travail de ses salariés face aux exigences de son marché en constante évolution.

Flux tendus

Méthode de production consistant à réduire à zéro les stocks de matière première et de produits finis pour diminuer les coûts et minimiser les délais.

Fonction

Regroupement des activités d'une entreprise selon leur nature (ex. : fonction commerciale).

Force de loi

Décision qui s'impose à tous comme une loi.

Fordisme

Système de production industrielle mis au point par Henry Ford, fondé sur le travail à la chaîne, la standardisation des produits et une politique de hauts salaires.

Formation continue

Formation acquise par un salarié tout au long de son activité professionnelle.

Formation professionnelle

Dispositifs de formation permettant au salarié d'acquérir et de développer ses compétences professionnelles.

Formation tout au long de la vie

Droit permettant à chaque personne, indépendamment de son statut, d'acquérir ou d'actualiser des connaissances et des compétences favorisant son évolution professionnelle et de progresser d'au moins un niveau de qualification au cours de sa vie professionnelle.

Franchise

Contrat par lequel une entreprise autorise, en échange de paiement de royalties, une autre entreprise à utiliser sa raison sociale et sa marque pour commercialiser et distribuer des produits ou des services.

G

Gain de productivité

Surplus dégagé par l'amélioration de la productivité. Il y a amélioration de la productivité lorsqu'on produit autant avec moins de facteurs de production ou lorsqu'on produit davantage avec autant de facteurs.

Gamme

Ensemble de produits fabriqués par une entreprise et répondant à des besoins différents du consommateur.

Garantie

Moyen juridique qui oblige celui qui transmet la propriété ou la jouissance d'un bien ou d'une créance à réparer le préjudice subi par le bénéficiaire de la transmission lorsque celui-ci n'obtient pas satisfaction de ce qu'il était en droit d'attendre.

Garde à vue

Maintien sur place ou dans les locaux de la police d'une personne pour les besoins d'une enquête.

Gestion des ressources humaines

Ensemble des pratiques mises en œuvre pour administrer, mobiliser et développer les ressources humaines impliquées dans l'activité d'une entreprise ou d'une organisation.

Gestion des stocks

Différentes méthodes qui consistent à assurer le niveau des stocks afin de répondre aux exigences du marché, tout en minimisant les coûts de stockage.

Gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC)

Mode de management des ressources humaines qui consiste à identifier les besoins actuels et potentiels de l'entreprise et à envisager les solutions.

Grève

Cessation collective et concertée du travail pour obtenir une réponse à des revendications professionnelles.

H

Heure supplémentaire

Heure de travail effectuée au-delà de la durée légale de travail fixée actuellement à 35 heures par semaine.

I

Importation

Achat de biens et de services en provenance de l'étranger.

Incapacité

Inaptitude à bénéficier d'un droit et à l'exercer.

Indice de développement humain (IDH)

Indice statistique résultant de la combinaison de trois critères : l'espérance de vie à la naissance, le niveau d'instruction et le niveau de vie.

Inflation

Perte du pouvoir d'achat de la monnaie qui se traduit par une augmentation générale et durable des prix, à distinguer de l'augmentation du coût de la vie. La perte de valeur des unités de monnaie est un phénomène qui frappe l'économie nationale dans son ensemble, sans discrimination entre les catégories d'agents.

Pour évaluer le taux d'inflation on utilise l'indice des prix à la consommation (IPC), mesure incomplète car le phénomène inflationniste couvre un champ plus large que celui de la consommation des ménages.

Infraction

Violation d'une règle de droit, faute contre l'ordre public qui entraîne une peine proportionnelle à la gravité de la faute (contravention, délit, crime).

Injonction

Procédure rapide qui permet d'obtenir l'exécution d'une obligation.

Innovation

Mise en œuvre industrielle ou commerciale d'une invention (utilisation d'un nouveau matériau, d'un nouveau procédé, d'un nouveau produit).

Investissement

Acte économique consistant, pour une entreprise, à acquérir des biens matériels ou immatériels afin d'améliorer ses performances ou sa capacité de production.

J

Juste-à-temps (flux tendus)

Déclenchement de la fabrication à partir de la réception d'une commande client.

Juridiction

Formation comprenant un ou plusieurs magistrats qui ont pour mission de juger. On distingue principalement les tribunaux et les cours.

Jurisprudence

Ensemble des décisions rendues par les tribunaux.

L

Législature

Durée du mandat des députés à l'Assemblée nationale.

Liberté contractuelle

Droit de passer le contrat que l'on veut.

Libertés et droits fondamentaux

Libertés et droits établis par la Constitution, la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789, le préambule de la Constitution de 1946, la Charte de l'environnement, et principes fondamentaux définis par ces textes.

Liberté syndicale

Droit pour le salarié d'adhérer ou non au syndicat de son choix, sans être inquiété.

Lien de subordination

Relation hiérarchique liant un salarié à l'autorité d'un employeur qui a le pouvoir de lui donner des ordres, des directives, d'en contrôler leur application et de le sanctionner s'il ne les respecte pas. C'est le critère qui caractérise tout contrat de travail.

Litige

Différend entre personnes ou contestation d'une décision de justice.

Lock-out

Fermeture temporaire de l'entreprise par l'employeur, en réponse à une grève illicite ou abusive ou lorsqu'il se trouve dans l'incapacité de fournir du travail aux salariés à la suite d'un phénomène extérieur et irrésistible (rupture d'approvisionnement, danger lié à la sécurité...).

Loi

Règle de droit écrite, de portée générale et impersonnelle qui s'applique à tous sans exception.

M

Magistrat

Personne qui rend la justice (juge) ou défend la société (procureur de la République).

Management

Ensemble des techniques d'organisation et de gestion mises en œuvre pour administrer une organisation.

Manager

Personne qui gère une équipe et/ou une organisation.

Mandataire

Personne physique ou morale qui agit pour le compte d'une autre personne.

Marché

Lieu théorique de rencontre entre l'offre et la demande d'un produit.

Marge

Écart entre des produits et des charges.

Marque

Signe distinctif permettant d'identifier une entreprise et ses produits. La marque est protégée par un dépôt à l'Institut national de la propriété industrielle (INPI).

Médiation

Procédure de règlement d'un conflit avec la possibilité pour les parties d'accepter ou de refuser la proposition du médiateur.

Métier

Activité exercée de façon habituelle, le plus souvent à but lucratif, mobilisant des savoirs et mettant en œuvre des compétences, des savoir-être et des savoir-faire.

Mise en demeure

Action du créancier demandant au débiteur l'exécution d'une obligation, par lettre recommandée ou par sommation d'huissier.

Mise en examen

Décision prise par un juge d'informer une personne qu'elle est soupçonnée d'avoir commis une infraction.

Mission

Ensemble des tâches de même nature ou visant un même objectif que doit exécuter un intérimaire.

Monopole

Structure de marché dans laquelle un vendeur fait face à une multitude d'acheteurs.

Moyens de preuve

Moyens par lesquels les parties au procès peuvent prouver un acte ou un fait (aveu, écrit, serment, témoignage, présomption de faits).

N

Négociation

Discussion obligatoire ou non sur des sujets sociaux particuliers dans le but d'aboutir à des accords.

Négociation collective

Discussion entre des représentants des chefs d'entreprises et des salariés dans le but de conclure un accord ou une convention.

Nomenclature d'activités française (NAF)

Codification statistique nationale des activités.

Nomenclature FAP

Regroupement des emplois types en domaines professionnels, familles et sous-familles.

Non-discrimination à l'embauche

Principe selon lequel il est interdit à l'employeur de prendre en compte certains éléments inhérents à la personne du salarié (origine, âge, sexe...) ou à ses activités, lors d'une procédure de recrutement.

Norme (ISO ou Afnor)

Certification de qualité pour des produits ou des procédures.

Notoriété

Connaissance que le consommateur a du produit, de la marque ou de l'enseigne.

Nue-propriété

Droit de propriété démembré dont l'usufruit a été transféré à un autre.

O

Obligation

Engagement qui découle d'un contrat : donner, faire ou ne pas faire.

Obligation de moyens

Obligation pour le débiteur de tout mettre en œuvre pour aboutir à un résultat sans pour autant le garantir. Pour être indemnisé, le créancier doit prouver que l'inexécution est due à la faute du débiteur.

Obligation de résultat

Obligation pour le débiteur d'aboutir au résultat pour lequel il s'est engagé. Pour être indemnisé, le créancier doit seulement établir que le résultat n'est pas atteint.

Offre

Ensemble des producteurs et des distributeurs d'un produit.

Oligopole

Marché sur lequel un petit nombre de vendeurs se trouvent face à une multitude d'acheteurs.

Ordonnance

Décision prise par un juge ou mesure prise par le gouvernement dans des matières relevant normalement du domaine de la loi.

Organisation publique

Unité institutionnelle (ou structure) détenue majoritairement par l'État, dont le but est de satisfaire l'intérêt général et de répondre aux besoins des usagers (production de services non marchands).

Organisation privée

Unité institutionnelle (ou structure) dont le but est de commercialiser des biens ou des services afin de réaliser un bénéfice.

Organisation professionnelle

Structure dont l'objet est la défense des intérêts de leurs membres (ex. : syndicat, ordre professionnel).

P

Parquet (ou ministère public)

Ensemble des magistrats (procureurs, substituts) chargés de veiller à l'application de la loi, au nom de la société, et de réclamer une sanction.

Part de marché d'une entreprise

Rapport entre le nombre de produits vendus par une entreprise et l'ensemble des produits vendus de toutes les entreprises sur un marché donné.

Partenaires sociaux

Représentants des syndicats de salariés et des organisations patronales qui participent à la négociation collective et à la gestion de certains organismes paritaires (ex. : Unedic, régime de retraite complémentaire).

Participation

Redistribution au personnel d'une partie du bénéfice réalisé dans l'entreprise (régime obligatoire à partir de 50 salariés).

Parties au procès

Différentes personnes actrices d'un litige judiciaire.

Performance

Capacité d'atteindre des objectifs fixés.

Période d'essai

Période qui précède généralement l'embauche définitive et qui permet à l'employeur de contrôler les compétences du salarié et au salarié de vérifier si le poste répond à ses attentes. Pendant cette période, chacun peut rompre en principe le contrat sans motif ni procédure.

Personnalité juridique

Aptitude à être titulaire de droits et débiteur d'obligations.

Personne morale

Groupement de biens ou de personnes qui jouit d'une personnalité juridique différente des membres qui la composent.

Personne physique

Individu ayant la personnalité juridique (tout individu est une personne physique).

Plan de formation

Ensemble des actions, dispositifs de formation et bilans de compétences mis en œuvre par l'employeur à destination des salariés de l'entreprise.

Politique

Ensemble des objectifs, des décisions et des mesures prises ou envisagées par le gouvernement pour diriger le pays.

Population active

Ensemble des personnes qui exercent ou cherchent à exercer une activité professionnelle rémunérée ; elle comprend donc aussi bien la population active occupée que la population sans emploi en recherchant un.

Position dominante d'une entreprise

Situation de puissance économique détenue par une entreprise sur les autres et/ou envers les consommateurs lui permettant d'agir librement sur un marché.

Pourvoi en cassation

Recours contre la décision d'une cour d'appel, d'une cour d'assises ou d'un tribunal qui a jugé en dernier ressort.

Pratique commerciale déloyale

Pratique commerciale qui altère ou est de nature à altérer de manière substantielle le comportement économique du consommateur (ex. : pratiques trompeuses et agressives).

Préjudice

Atteinte aux droits d'une personne.

Prélèvements obligatoires

Total des impôts et cotisations sociales prélevés par l'État et les organismes sociaux.

Premier ressort

Jugement rendu par une juridiction du premier degré avec possibilité d'appel, par opposition au jugement rendu en premier et dernier ressort.

Preuve

Démonstration de la réalité d'un fait, d'un état, d'une circonstance ou d'une obligation.

Preuve imparfaite

Preuve discutable qui peut être appréciée librement par le juge.

Prime

Accessoire du salaire versé en raison d'une qualité personnelle, d'un effort particulier ou lié aux conditions de travail.

Prise de participation

Acquisition d'une part significative du capital d'une société.

Prix

Valeur monétaire d'un bien ou d'un service.

Prix de vente

Prix proposé par le vendeur et payé par l'acheteur.

Prix psychologique (ou prix d'acceptabilité)

Prix que le consommateur est prêt à payer pour un bien ou un service déterminé.

Procédure

Ensemble des règles d'organisation judiciaire, de compétence, d'instruction des procès et d'exécution des décisions de justice.

Productivité

Mesure de l'efficacité des facteurs de production.

Productivité du travail

Quantité produite par heure, obtenue par un rapport entre la production et le nombre d'heures que nécessite la réalisation de cette production.

Produit intérieur brut (PIB)

Indicateur économique mesurant les richesses créées dans un pays, somme des valeurs ajoutées des entreprises d'un même territoire.

Profil de poste

Analyse des qualités, des compétences spécifiques et des traits de personnalité que doit présenter un candidat à un emploi.

Progrès technique

Mouvement général d'amélioration des conditions de production de biens et de services grâce à la recherche et aux innovations.

Promotion professionnelle

Affectation ou accession d'un salarié à une fonction plus importante sur le plan hiérarchique ou des responsabilités.

Publicité mensongère

Publicité qui, potentiellement ou de fait, induit en erreur ou affecte le jugement du consommateur ou qui, pour ces raisons, porte préjudice à un concurrent.

Q

Qualification

Qualités requises pour un poste de travail.

Qualification professionnelle

Capacité à exercer un métier ou un poste de travail.

R

Recours

Procédure qui permet d'obtenir un nouvel examen d'une décision prise par une juridiction. Les voies de recours sont l'appel et le pourvoi en cassation.

Recrutement

Ensemble des actions mises en œuvre pour trouver un candidat correspondant aux besoins et compétences requises pour exercer un travail à un poste donné, dans une organisation donnée.

Recrutement externe

Intégration de personnel nouveau au sein d'une organisation de manière définitive ou temporaire.

Recrutement interne

Proposition d'un emploi nouveau à un salarié de l'organisation, par mutation ou par promotion interne.

Redistribution

Action de modifier la répartition des revenus primaires par des prélèvements obligatoires et le versement de revenus de transfert.

Référé

Procédure rapide et simplifiée, ouverte en cas d'urgence, permettant de prendre des mesures immédiates.

Refus de vente

Action délictueuse qui consiste à refuser sans motif légitime la vente d'un produit.

Rémunération

Contrepartie du travail du salarié, somme d'argent versée par l'employeur au salarié et éventuellement avantages en nature.

Rentabilité

Rapport entre les revenus d'une société et les sommes qu'elle a mobilisées pour les obtenir.

Repos compensateur

Repos obligatoirement accordé au salarié en compensation des heures supplémentaires effectuées au-delà du contingent annuel.

Réserve

Quantité d'argent que l'entreprise conserve pour pouvoir l'utiliser en temps utile.

Résiliation du contrat

Rupture et suppression des effets du contrat pour l'avenir.

Résolution du contrat

Annulation avec effet rétroactif, comme si le contrat n'avait pas existé.

Responsabilité

Obligation de réparer une faute de nature pénale ou civile.

Responsabilité civile

Responsabilité des dommages, issus d'une action volontaire ou non, ou de l'absence d'une action notifiée dans un contrat. Elle nécessite la présence de trois éléments : une faute, un dommage et un lien de causalité entre la faute et le dommage.

Ressources humaines

Ensemble du personnel d'une organisation (les effectifs).

Revenu

Ensemble des ressources qu'un individu ou une entreprise perçoit sur une période donnée sans prélèvement sur son patrimoine.

Revenu disponible

Revenu dont dispose réellement un ménage pour consommer et épargner, après opérations de redistribution.

Revenu de transfert

Revenu versé principalement aux ménages grâce au mécanisme de la redistribution.

Revenu indirect

Revenu versé au titre de la redistribution (pension de retraite, indemnités de chômage, prestations familiales...) et financé par les prélèvements (cotisations sociales et impôts).

Revenu primaire (revenu direct)

Revenu provenant du travail (salaire) ou de la propriété (loyer), ou des deux à la fois (profit de l'entrepreneur individuel).

S

Salaire au mérite

Part du salaire basée sur la performance individuelle du salarié évaluée en fonction des résultats qu'il a obtenus, des efforts qu'il a faits, du degré d'atteinte des objectifs qui lui ont été fixés.

Salaire brut

Salaire brut avant déduction des cotisations sociales et versement des prestations sociales.

Salaire de base

Salaire mensuel brut avant déduction des cotisations et ne prenant pas en compte les heures supplémentaires ni les primes.

Salaire net

Salaire effectivement perçu par le salarié.

Sanction disciplinaire du travail

Mesure prise par l'employeur suite au comportement fautif d'un salarié.

Secteur

Ensemble des entreprises ayant la même activité principale.

Solde commercial

Différence entre les exportations et les importations de biens et services.

Solde extérieur

Différence entre la valeur des exportations et celle des importations de biens et services.

Sous-traitance

Opérations de conception, d'élaboration, de fabrication, de mise en œuvre ou de maintenance du produit en cause, dont une entreprise dite donneur d'ordres confie la réalisation à une autre entreprise dite preneur d'ordres (ou sous-traitant).

Standardisé

Qualificatif attribué à un produit qui correspond à des règles précises de fabrication.

Stratégie

Art de combiner ses atouts pour déboucher sur une situation optimale.

Structure

Regroupement des différents organes de l'entreprise et identification des relations entre eux (hiérarchiques ou fonctionnelles).

Syndicat

Personne morale dont l'objectif est la défense des droits et des intérêts professionnels de ses adhérents.

T

Taylorisme

Organisation scientifique du travail et de la production conçue par F. W. Taylor qui repose sur la parcellisation des tâches et la division du travail.

Temps de travail effectif

Temps pendant lequel le salarié est à la disposition de l'employeur et doit se conformer à ses directives sans pouvoir vaquer librement à des occupations personnelles.

Traité

Convention entre différents États.

Traité international

Règle de droit négociée par plusieurs États dans le but de s'engager les uns envers les autres dans des domaines définis (défense, commerce...).

Tuteur

Personne désignée par le juge des tutelles pour représenter et remplacer totalement un majeur protégé.

U

Usage

Règle de droit non écrite qui s'est établie par une pratique d'application générale répétée.

Usufruit

Droit de propriété démembré permettant d'utiliser le bien et d'en recueillir les fruits.

V

Valeur ajoutée

Richesse réellement créée par une entreprise, calculée par différence entre la valeur de sa production et la valeur des biens et services intermédiaires utilisés.

Vice caché

Défaut de la chose qui la rend impropre à l'usage auquel on la destine, ou diminue tellement cet usage que l'acheteur ne l'aurait pas acquise ou n'en aurait donné qu'un moindre prix.

Vices du consentement

Événements qui faussent l'acceptation du contrat et peuvent entraîner son annulation (erreur, dol, violence).

Voie de recours

Moyen mis à la disposition des parties pour obtenir un nouvel examen de l'affaire.